

Hantavirus : une semaine sous pression en France

Confronté à un risque sanitaire inédit depuis le Covid-19, l'exécutif s'est mis en ordre de marche par à-coups

RÉCIT

Test positif, cas contact, isolement... Le retour, ces derniers jours, de tout un lexique éprouvé durant l'épidémie de Covid-19 a pu donner quelques sueurs froides. A aucun moment, Matignon n'a parlé de « crise sanitaire », et pourtant, tout au long de la semaine qui a suivi le rapatriement, dimanche 10 mai, des ressortissants français du bateau devenu un foyer d'infections à hantavirus, la pression n'a cessé de monter.

De l'arrivée du navire *Hondius* aux Canaries au premier cas positif déclaré sur le territoire français, en passant par la recherche des cas contacts et la déclinaison des procédures d'isolement, les informations tantôt rassurantes, tantôt angoissantes ont rythmé le quotidien. Au fil des alertes, la machine sanitaire s'est mise en branle, par à-coups, avec, dans toutes les têtes, le précédent du Covid-19, quand bien même les épidémiologistes autant que les autorités de santé n'ont cessé d'écarter la comparaison.

Si, vendredi 15 mai au soir, le scénario du pire semblait s'éloigner, tous les cas contacts français ayant été testés négatifs, les journées qui ont précédé ont mis à l'épreuve le gouvernement, obligé de se mettre en ordre de marche face à une menace sanitaire pleine d'inconnues.

La séquence s'est ouverte, en réalité, plusieurs jours en amont des rapatriements, sur une question essentielle : comment prendre en charge les cinq croisiéristes français ? Le virus, à date, a fait trois morts (un bilan qui n'a pas augmenté), deux Néerlandais et une Allemande, parmi les quelque 150 passagers du bateau sur lequel circule une souche méconnue en Europe, celle des Andes.

« Mise en quarantaine »

Alors que le bateau commence son périple retour, du Cap-Vert aux Canaries, et que huit autres ressortissants français sont déjà identifiés comme des cas contacts (après un trajet aérien de l'île de Sainte-Hélène à Johannesbourg, le 25 avril, avec la passagère néerlandaise décédée depuis), l'interrogation se fait de plus en plus pressante. Pourtant, la parole politique tarde. Annoncée, mercredi 6 mai, au « 20 heures » de France 2, la ministre de la santé, Stéphanie Rist, annule son intervention, sans explication. A Matignon, où l'on semble vouloir garder la main sur la communication, c'est le silence radio.

Jeudi 7 mai, le ministère de la santé se fend d'un premier « point de situation », sans détailler encore le protocole sanitaire, les durées et les lieux d'isolement. L'heure du débarquement du bateau aux Canaries approche, et quelques médecins infectiologues livrent de premières informations : transport par le SAMU, hospitalisation avec batterie de tests durant trois jours à l'hôpital Bichat (Assistance public-Hôpitaux de Paris - AP-HP).

Deux parcours se dessinent alors, parcourus par le ministère de la santé, avec d'une part une prise en charge à l'hôpital pour des personnes qui seraient diagnostiquées positives, et d'autre part un auto-isolement à domicile, en cas de résultat négatif. Et, dans les deux cas, quarante-deux jours d'isolement envisagés, soit le temps d'incubation connu. Un décret, annoncé par le premier ministre, Sébastien Lecornu, sur X, est publié dans la nuit du dimanche 10 au lundi 11 mai, dans la foulée des rapatriements. Il vient donner une base réglementaire à cette « mise en quarantaine » désormais assumée.

positif, le 11 mai au matin, fait l'effet d'un choc. Une femme de 65 ans, qui a présenté des symptômes durant le vol retour avec les autres croisiéristes français, et dont l'état se dégrade, est placée en réanimation à Bichat. De nouveaux cas contacts sont annoncés, dans la foulée : ils sont 14 à avoir pris un vol, de Johannesbourg à Amsterdam, dans lequel la croisiériste néerlandaise a tenté d'embarquer, avant d'en ressortir, le 25 avril. On atteint désormais, en France, en plus des cinq passagers du navire, 22 cas contacts.

La ministre de la santé, qui enchaîne radios et télévisions, assure : les mesures françaises sont les « plus strictes » d'Europe. Quand bien même l'affirmation prête à débat, alors que tous les regards se tournent vers les autres pays concernés, qui ici confinent leurs ressortissants à l'hôpital, là leur demandant de s'auto-isoler. Prend-on les précautions suffisantes pour la population ? Peu de critiques se font entendre, dans les rangs des médecins comme sur la scène politique, mais la tension monte d'un cran, et le gouvernement change alors de braquet.

Le 11 mai voit une bascule s'opérer. Les mesures les « plus strictes » deviennent encore plus strictes. Les cinq rapatriés du bateau restent hospitalisés « jusqu'à nouvel ordre », martèle-t-on Avenue de Ségur. Et « tous les cas contacts, sans exception », seront désormais concernés par cet isolement à l'hôpital, affirme-t-on à Matignon. En quelques heures, la « quarantaine renforcée en milieu hospitalier », pour au moins deux semaines, devient la ligne du gouvernement.

Marche arrière, donc, pour les huit premiers cas contacts, qui avaient été renvoyés chez eux, après un test négatif – l'un, après deux jours à Bichat, en raison de symptômes. Les voilà de retour à l'hôpital, cette fois-ci à la Pitié-Salpêtrière, à Paris. Les 14 autres cas contacts rejoignent eux, l'hôpital de référence sur le risque infectieux de leur région.

**Annoncée
mercredi 6 mai
au « 20 heures »
de France 2, la
ministre a annulé**



Les passagers français du MV « Hondius » sont accueillis à l'aéroport du Bourget (Seine-Saint-Denis), le 10 mai. ABDUL SABOOR/REUTERS

Ceux qui suivent de près ces premières heures de mobilisation perçoivent des tâtonnements, sans y voir pour autant un loupé. « Il y a eu quelques balbutiements au départ dans la prise de décision, analyse Djillali Annane, chef du service de réanimation de l'hôpital Raymond-Poincaré, à Garches (Hauts-de-Seine), qui, comme d'autres praticiens de sa spécialité, a été en première ligne durant la crise sanitaire en 2020-2021. Cela s'est traduit par un flottement de quelques jours, avec une hésitation autour du protocole sanitaire, mais très vite le tir a été rectifié. » Et d'ajouter : « Il faut rester humble, la situation que l'on vit est totalement inédite. Et pour l'instant, au niveau international comme national, les choses ont été plutôt bien gérées, avec cette leçon tirée du Covid-19 qu'il vaut mieux surréagir que réagir trop tard. »

Baptême du feu pour la ministre

Pèse aussi, dans ce changement de braquet, la tension grandissante autour des inconnues sur le hantavirus et cette souche des Andes, la seule transmissible entre humains, qui est aussi l'une des plus létales (environ 40 % de mortalité). Mardi 12 mai dans l'après-midi, le gouvernement convoque sa première conférence de presse, plaçant sur l'estrade cinq médecins, scientifiques et responsables d'agence sanitaire. Avec Stéphanie Rist, les experts – Xavier Lescure, Antoine Flahault, Caroline Semaille, Yazdan Yazdanpanah et Olivier Schwartz – sont sous les projecteurs : les décisions sont dictées par la science.

Le « principe de précaution » qu'elle défend, cet après-midi-là, s'explique par les inconnues sur le niveau de contagiosité, les cas asymptomatiques, le mode exact de transmission, ou encore sur le séquençage du virus. Les deux semaines d'hospitalisation désormais imposées trouvent, elles, leur légitimation dans le temps d'incubation moyen, constaté dans l'une des études scientifiques. Quand bien même il peut aller jusqu'à six semaines. Un baptême du feu, pour la ministre, passé sans encombre, commentent les observateurs.

« Le gouvernement a un peu loupé entre sous-estimation et surestimation du risque, mais je pense qu'ils ont raison, aujourd'hui, de jouer la carte de la surestimation », juge Gilles Pialoux, chef de service de médecine infectieuse.

« Pour l'instant, les choses ont été plutôt bien gérées, avec cette leçon tirée du Covid-19 qu'il vaut mieux surréagir »

DJILLALI ANNANE

chef du service de réanimation de l'hôpital Raymond-Poincaré

du zéro risque », la « borne supérieure » des quarante-deux jours d'isolement à l'hôpital doit prévaloir pour les passagers du bateau comme pour les huit premiers cas contacts (ceux qui ont voyagé dans le même avion que la croisiériste néerlandaise malade). Un point sur lequel l'exécutif ne s'est pas clairement exprimé.

Dans l'arène politique, les choix de l'exécutif sont davantage chahutés. A deux reprises en moins de vingt-quatre heures, lors des questions au gouvernement, mardi 12 mai, puis devant la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale, mercredi 13, Stéphanie Rist martèle son cap : « briser la chaîne de transmission », appliquer un « principe de précaution », miser sur la « transparence ». Et prendre des décisions « au fur et à mesure, selon les évolutions scientifiques ».

Sur les bancs des oppositions, certains, principalement du côté de La France insoumise (LFI), épingle un « sentiment d'impréparation ». Au Rassemblement national, les interpellations se cristallisent autour des stocks de masques et de blouses. D'autres, à droite ou dans la majorité, interrogent le niveau des mesures de restrictions. De Nairobi, le 12 mai, Emmanuel Macron assure que « la situation est sous contrôle ».

« Le gouvernement a été réactif mais manque clairement de transparence », soutient Hadrien Clouet, député LFI de la Haute-Garonne. En moins de quarante-huit heures, le protocole de quarantaine a déjà évolué, ce n'est pas grave en soi, mais pourquoi on ne nous dit pas les raisons ? L'Élu réclame un accès aux comptes rendus des réunions interministérielles.

D'anciens acteurs de la crise liée au Covid-19, tel Aurélien Rousseau, patron de l'agence régionale de santé d'Ile-de-France en 2020,

dont vous communiquez, a-t-il souligné à l'adresse de Stéphanie Rist, le 13, en commission des affaires sociales, c'est beaucoup mieux fait que ce que nous avons mal fait il y a six ans. » « Face à l'imprévu, naviguer à vue est une compétence stratégique », a-t-il ajouté.

Vendredi, un scénario optimiste tenait la corde : les nouveaux tests réalisés sur les 22 cas contacts, et sur les quatre anciens passagers du bateau sans symptômes sont tous revenus négatifs. La ministre n'a pas manqué de le souligner : « Selon les experts, quand vous avez un test négatif, vous n'étiez pas contagieux dans les jours précédents. » De quoi lever une partie des inquiétudes sur des contaminations antérieures. Quant aux mutations redoutées de la souche virale, elles ont été écartées avec le séquençage de son génome achevé, vendredi, par l'institut Pasteur. « Le virus analysé correspond bien aux souches déjà connues en Amérique du Sud », selon le ministère.

Et après ? Les personnes isolées à l'hôpital continueront à être testées trois fois par semaine, a assuré l'exécutif. Une « doctrine » des cas contacts est désormais figée : ceux-ci doivent avoir eu un contact rapproché avec une personne positive au hantavirus, dans les dix jours précédant son test, en étant restés pendant plus de quinze minutes à moins de 2 mètres d'elle. Ils seront isolés en milieu hospitalier.

Contexte plus « rassurant »

Au Monde, vendredi, Stéphanie Rist l'assure : « On continue d'être vigilants et de travailler sur l'anticipation de tous les scénarios possibles, avec les scientifiques. » Son ministère reste mobilisé, depuis l'alerte donnée par l'Organisation mondiale de la santé, le 3 mai. « Nous ne savons pas encore tout du virus, mais nous sommes préparés si de nouveaux cas apparaissent. Même si le scénario le plus probable, à ce jour, est qu'on a pu briser la chaîne de transmission. » Dans ce contexte plus « rassurant », elle doit se réunir samedi 16 et dimanche 17 mai avec les experts français, ainsi qu'avec ses interlocuteurs européens. Pas de réunions interministérielles prévues formellement avec Matignon, en revanche, alors qu'elles étaient jusqu'à présent convoquées deux fois par jour.

Le gouvernement va-t-il relâcher la bride ? De premières voix de médecins se sont fait entendre, vendredi, en faveur d'un isolement à domicile pour certains cas contacts, qui pourraient se défendre scientifiquement. « On réévalue les modalités de prise en charge au jour le jour, avec les experts, réaffirme Stéphanie Rist. Mais, en tout état de cause, on reste sur quarante-deux jours d'isolement pour tous. » Sans vouloir préciser si ce dernier sera effectué à l'hôpital.

« La crise sera terminée seulement quand tous les pays impliqués pourront dire qu'ils n'ont pas de nouveaux cas confirmés », reprend le professeur Djillali Annane. Pour lui, celle-ci doit dans tous les cas servir de « test grandeur nature face à une nouvelle crise épidémique ou pandémique qui ne manquera pas d'arriver ».

MATTEA BATTAGLIA
ET CAMILLE STROMBONI

HORS-SÉRIE
Le Monde
UNE VIE, UNE ŒUVRE

ÉDITION 2026

Charles de Gaulle
En héritage

CINÉMA «Le Général et moi», par l'acteur Simon Abkarian

Entre mémoire et transmission
Un hors-série du « Monde »
124 pages - 13 €
Chez votre marchand de journaux